

École et formation professionnelle : que veulent dire ces mots aujourd'hui ?

La Conférence des directeurs d'IUFM a noté les ambiguïtés de la dernière note produite par les deux ministères (MEN et MESR) et entendu aussi les raisons qui ont poussé à ne pas mentionner les ESPE dans un texte qui définit le cadre de la formation des enseignants, alors même que la loi qui doit les créer est en débat. Cet épisode malencontreux, qui a mis la communauté concernée en émoi, a jeté inutilement le trouble et révèle, en fait, les véritables questions posées par l'ensemble des textes et les processus qui en découlent dans la mise en œuvre de la réforme de la formation des enseignants.

Tout d'abord, la CDIUFM constate que les processus d'accréditation menés localement ne conduisent pas, le plus souvent, à créer une véritable école supérieure universitaire : l'ESPE ne correspondra, dans bien des cas, ni à une unité de lieu, ni à une unité d'organisation humaine et pédagogique, ni à une unité de formation. Alors que l'étudiant qui souhaite faire carrière dans le commerce, l'ingénierie, la médecine, le transport aérien s'inscrit dans une école universitaire pour suivre une formation professionnelle de haut niveau, dans de nombreuses académies, le futur professeur n'aura ni équipe pédagogique, ni lieu identifié, ni cadre de formation véritablement communs : il ne s'agira pas d'une école au sens où les députés et les sénateurs entendent ce terme quand ils votent la loi.

Ensuite, la question posée est bien celle des contenus de cette formation professionnelle universitaire et de sa réalité dans la mise en œuvre de la réforme. La représentation nationale a clairement voulu, par la loi aujourd'hui en débat au sénat, professionnaliser les futurs enseignants et faire de cette professionnalisation un des appuis majeurs de la refondation de l'école de la République. Nous savons tous à quel point la crise du système éducatif est sévère. Elle interdit tout amateurisme et toute incertitude dans ce moment crucial qui est celui de la formation initiale des enseignants. La dynamique collective, au sein de l'université, qui devrait permettre à chacun des acteurs de travailler à ce grand projet, ne s'est pas produite : à l'heure où sont rédigées les futures maquettes de formation, c'est un replâtrage centré sur les enseignements disciplinaires teintés d'un peu de professionnalité qui apparaît fréquemment. Nous sommes très loin des ambitions annoncées en matière de professionnalisation.

Enseigner est un métier qui s'apprend, tout le monde en convient. Il faudrait aujourd'hui ajouter que former des enseignants relève aussi d'un métier qui s'apprend, dans l'université, au contact des disciplines académiques, des didactiques, de la formation d'adultes, de la recherche en éducation et des terrains scolaires notamment. Ne pas prendre la mesure de cette nécessaire combinaison de compétences pour construire une formation des enseignants refondée, c'est prendre le risque de faire perdurer des juxtapositions de discours inopérants. Les directeurs que nous sommes, les personnels des instituts de formation, les spécialistes de l'éducation sont aujourd'hui très inquiets de ce que peut produire le processus en cours : une école supérieure qui n'en est pas une, dans de très nombreux cas, et des contenus de formation qui risquent de renouer, en de multiples occurrences, avec les vieux démons des anciens CPR et du début des IUFM.

A l'heure où le ministère de l'Éducation nationale communique sur le fait que tous les futurs enseignants recevront une formation de qualité dans les ESPE, que les concours de recrutement sont profondément

Conférence des directeurs d'IUFM

modifiés et que ces nouveaux hussards noirs porteront les valeurs de la refondation de l'école de la République, la CDIUFM souligne que la réalité de la mise en œuvre de la réforme s'éloigne de cette intention politique unanimement partagée : plus que jamais, il faut de vraies écoles et une formation professionnelle universitaire renouvelée, prenant en compte les travaux et les compétences reconnus dans ce domaine, pour soutenir la refondation de l'école de la République.

Contact presse

Conférence des directeurs d'IUFM
Sandra VIÉ
Chargée de mission
Tél. 01 44 32 90 67 / 01 44 32 91 87
sandra.vie@cdiufm.amue.fr